

JEUDI 14 MAI 2015

En route vers le crash économique final.

- = L'effondrement économique et la dépopulation des Etats-Unis p.1
- = Entre QE et réserves d'or, que va faire la Chine ? p.5
- = La crise ultime sera celle de la confiance p.6
- = Krach obligataire : Philippe Béchade VS Julien Nebenzahl p.8
- = Etats-Unis: Chicago au bord de la faillite ? (vidéo) p.11
- = Pr Kotlikoff, de l'Université de Boston : « les États-Unis sont déjà en faillite » p.11
- = Prévisions boursières : des économistes bancaires plus forts que Nostradamus ? p.13
- = La logique de l'absurde : les causes possibles des taux d'intérêt négatifs p.14
- = La menace de déflation, alibi de votre spoliation ! p.17
- = [Ploutocratie] La finance, une route vers la ruine p.21
- = Vertus, doute et mirages du QE européen p.25
- = L'essence à quel prix? p.26
- = Suspendus entre ciel et terre à la merci du marché obligataire ou de la Grèce p.29
- = Washington autorise le forage de pétrole dans l'Arctique p.32
- = La sécheresse en Californie menace la sécurité alimentaire des Etats-Unis p.33
- = Un autre nucléaire, sans Uranium, est en marche... ! (centrales au thorium) p.38
- = Bombardier va licencier 1000 employés à Montréal p.44



L'effondrement économique et la dépopulation des Etats-Unis

SHTF

Mac Slavo
ShtfPlan

Publié le 14 mai 2015

Au vu du malaise économique qui approche et des éléments déclencheurs qui se tiennent prêts à mettre la machine en marche, le site militaire Deagel.com a récemment publié ses prévisions globales pour 2025. Le site, qui est dit servir de façade à un certain nombre d'agences de renseignements, estime que les Etats-Unis enregistreront bientôt un flux migratoire inverse, alors que ceux qui seront venus y chercher prospérité et sécurité émigreront pour échapper à une crise sérieuse et longue de plusieurs années. [En fait, il n'y aura plus jamais de croissance économique (voir le livre de Richard Heinberg « la fin de la croissance »). Nous sommes à la limites des ressources naturelles (voir science et vie mai 2012 « alerte à la pénurie »), dont la plus importante au monde est le pétrole. Ce n'est pas du sensationnalisme que de dire que la planète terre *n'est pas* infinie. Diamètre de la Terre à l'équateur, 12 756 Km. Circonférence de la Terre à l'équateur, 40 075 Km. Surface de la Terre, 510 065 700 Km² c'est tout ce à quoi nous avons droit (de détruire).]

Selon le rapport, l'économie des Etats-Unis devrait passer d'un PIB de 17,4 trillions de dollars aujourd'hui à un PIB de 800 milliards de dollars au cours de ces dix prochaines années – un déclin d'environ 95% en termes de biens et services produits au sein du territoire. Il s'agit bien évidemment d'un déclin colossal, mais il n'est en rien l'aspect le plus inquiétant du rapport.

Selon Deagel, le gros du problème en sera les effets sur la population, qui représente aujourd'hui un peu moins de 319 millions d'individus. Si ces prévisions, qui n'incluent pas la possibilité de voir éclater une nouvelle guerre ou se développer une nouvelle pandémie, s'avéraient correctes, alors les Etats-Unis pourraient faire l'expérience d'un événement si important que 78% de leur population pourrait être décimée, ce qui ne laisserait que 68 millions d'individus sur le sol américain d'ici à 2025.

L'élément clé de la compréhension du processus que traverseront les Etats-Unis au cours de la prochaine décennie est la migration. Par le passé, et principalement au XXe siècle, le facteur clé qui a permis aux Etats-Unis d'atteindre leur statut de colosse mondial a été l'immigration, couplée à l'expansion démographique venue soutenir l'expansion de crédit et la fuite des cerveaux depuis le reste du monde.

L'effondrement du système financier occidental emportera avec lui le mode de vie de sa population, et mettra fin aux combines à la Ponzi comme le marché des actions et les fonds de pension. La population sera tant affectée par les bulles et les combines à la Ponzi que la machine de migration se remettra en route, mais en sens inverse, et contribuera à la chute des Etats-Unis. C'est une situation qui fera se développer une cascade d'évènements aux effets dévastateurs pour l'économie.

La délocalisation des emplois finira par donner lieu à une relocalisation des corporations américaines à l'étranger, les transformant ainsi en corporations étrangères. Nous voyons déjà un certain nombre d'Américains s'installer en Amérique latine et en Asie, alors que les migrations vers l'Europe – qui souffre de maux similaires – restent insignifiantes. Il n'en est pas moins que le nombre de victimes sera très élevé. Bien que la population de

l'Union soviétique ait été plus pauvre que celle des Etats-Unis à l'époque comme aujourd'hui, les anciens soviétiques ont enregistré un grand nombre de victimes dans les années 1990, en plus d'avoir perdu leur sens de fierté nationale. On pourrait dire qu'une fierté deux fois plus grande apporte chute deux fois plus importante. Mais je ne le pense pas. Le niveau de vie américain est l'un des plus élevés au monde, bien plus de deux fois plus élevé que celui des Soviétiques, et a donné vie à une économie de services qui disparaîtra avec le système financier. Quand les retraités verront leurs pensions se dissoudre sous leurs yeux et que l'industrie des services n'aura plus aucun emploi à offrir, nous ne pouvons qu'imaginer ce qui viendra ensuite. Les jeunes pourront peut-être émigrer. Mais jamais auparavant nous n'avions enregistré un tel pourcentage de personnes âgées au sein de la population. Au cours des siècles passés, ceux qui atteignaient trente ou quarante ans étaient considérés comme chanceux.

La chute des Etats-Unis sera plus terrible encore que celle de l'Union Soviétique. Elle sera une confluence de crises aux conséquences dévastatrices.

[Deagel.com](#) via [Silver Doctors](#)

[U.S. Specific Data Forecast 2025](#)

Cette migration de masse et la baisse de productivité économique seront accompagnées d'autres transformations. Selon Deagel, les dépenses militaires devraient diminuer pour passer de 756 milliards de dollars à 7,2 milliards de dollars par an, et la densité de population devrait passer de 33 habitants par kilomètre carré à 7 d'ici dix ans.

Ce rapport est certes controversé, notamment dans le sens où il ne cite pas de source claire. Le site [se dit être](#) un « guide de l'équipement militaire et de l'aviation civile », et est géré par un groupe d'individus qui n'ont aucun lien avec le gouvernement. Certaines sources [ont cependant rapporté](#) que Deagel se serait associé d'une manière ou d'une autre à des groupes de renseignements.

Je publie donc ce rapport avec une certaine dose de scepticisme et d'hésitation, bien que je le trouve intéressant compte tenu de l'environnement

global actuel.

L'idée qu'une dépopulation des Etats-Unis puisse résulter de la crise est un sujet dont j'ai déjà parlé par le passé. Le Center for Security Policy a [publié un rapport en 2010](#) qui soulignait les dangers présentés par une attaque menée contre les Etats-Unis grâce à des armes à pulsions électromagnétiques. Selon ce rapport, qui a été partagé avec le Congrès, 90% des Américains pourraient trouver la mort en moins d'un an :

Si une telle attaque venait à avoir lieu, les Etats-Unis pourraient se retrouver projetés en arrière, jusqu'à une nouvelle ère de l'agriculture.

« En moins d'un an, neuf Américains sur dix pourraient mourir, parce qu'il nous serait impossible de soutenir une population aussi répandue dans les villes sans électricité », a déclaré Frank Gaffney, président du Center for Security Policy.

Source: ['Within One Year 9 Out of 10 Americans Would Be Dead'](#)

Ce genre de menace est certes très différent d'un effondrement économique, du moins initialement, mais comme le note l'auteur James Rawles dans sa récente œuvre de fiction, [Patriots: A Novel Of Survival In The Coming Collapse](#), le système économique pourrait souffrir au point de causer la mort de très nombreux citoyens des Etats-Unis.

Le gouvernement américain s'est préparé, au cours de ces dernières années, à faire face à un tel scénario, chose qui a été soulignée par l'animateur radio Mark Levin :

Je vais vous dire ce que je pense qu'ils simulent.

L'effondrement de notre système financier, l'effondrement de notre société et le potentiel de voir se généraliser la violence, les émeutes, les assassinats... parce que c'est ce qui se passe quand une économie s'effondre.

Je ne parle pas de récession. Je parle d'effondrement. De gens désespérés, qui ne trouvent plus à manger ou de quoi se vêtir. De gens qui ne peuvent plus se déplacer, qui ne peuvent pas se protéger.

Il n'y a pas assez de policiers sur Terre pour faire face à une telle

situation.

Source: [Government Is “Simulating the Collapse of Our Financial System, the Collapse of Our Society and the Potential for Widespread Violence”](#)

Bien que Deagel.com fasse des déclarations scandaleuses dans son rapport, dans le contexte actuel, la possibilité d'une dépopulation majeure devient de plus en plus probable.

Entre QE et réserves d'or, que va faire la Chine ?

Philippe Herlin 14 mai 2015 www.goldbroker.fr

Après le coup d'arrêt de l'économie américaine au dernier trimestre, [dont nous avons parlé la semaine dernière](#), il faut admettre que la Chine ne sera pas la locomotive de remplacement pour tirer l'économie mondiale. Sa croissance ne cesse de ralentir, la demande intérieure peine à prendre le relais d'exportations qui plafonnent. La croissance du PIB demeure officiellement de l'ordre de 7% l'an – ce qui en soit se révèle à peine suffisant pour absorber l'exode rural – mais lorsque l'on se penche sur [les grands secteurs industriels](#), les chiffres deviennent vraiment inquiétants : les productions de textile, d'électricité, d'acier, d'automobiles, d'équipements ménagers, connaissent des taux de croissance voisins de zéro, tandis que celle de ciment plonge de 20%.

Depuis le début de l'année 2014, les exportations n'augmentent plus, et elles ont même chuté de 15% en mars dernier. La Chine est confrontée à une hausse des coûts salariaux, et dans le même temps à une réévaluation du yuan qui, arrimé au dollar, se renchérit avec lui. Résultat, la compétitivité des usines chinoises se détériore. La demande intérieure a un temps été tirée par de grands travaux d'infrastructure financés à crédit (trains à grande vitesse, barrages, réseau routier, logements, etc.), mais ce levier atteint ses limites et pose des problèmes systémiques sur le plan bancaire et financier. La demande intérieure privée, le secteur des services et les nouvelles technologies – qui forment normalement les piliers d'une économie moderne, aux côtés de l'industrie – ne parviennent pas à entraîner suffisamment l'économie.

Que va décider Pékin ? Un QE géant ? Après le Japon, les Etats-Unis et l'Europe, le pays va-t-il se lancer dans un plan d'assouplissement quantitatif

massif, à l'échelle de son économie ? Les spéculateurs en rêvent : toujours plus de planche à billets ! A son tour le yuan entrerait dans la guerre des changes, il ferait la course avec l'euro et le yen à qui perdrait le plus vite de sa valeur... Voici un scénario tout à fait envisageable. Avec une nuance cependant : à la différence des pays suscités, les autorités de Pékin croient en l'or physique et en achètent en grande quantité. Les chiffres sont secrets mais on estime que la Chine détient la deuxième réserve mondiale, après les Etats-Unis et devant l'Allemagne.

La Chine pourrait "jouer le jeu" des autres grandes puissances en laissant filer sa monnaie, mais quand la bulle obligataire explosera, quand les taux de changes et d'inflation deviendront hors de contrôle, elle disposera alors d'une assurance tout risque : ses réserves d'or physique. Elle pourra alors rafler la mise avec une crédibilité monétaire dont seront singulièrement dépourvues les autres puissances, exsangues. Ou au moins, elle pourra limiter les dégâts, ce que ne pourront pas se permettre tous les pays.

Nous verrons bien. Quoi qu'il en soit, le ralentissement de l'économie réelle se confirme partout le monde, tandis que se généralisent les expédients monétaires (taux zéro, planche à billets). Cette situation est porteuse de risques systémiques gravissimes. Comme aux échecs, ou au jeu de go, ceux qui sont capables de penser plusieurs coups à l'avance s'en sortiront.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que "www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

[La crise ultime sera celle de la confiance](#)



[Phoenix Capital](#)
[Gains, Pains and Capital](#)

Publié le 14 mai 2015

La phase ultime de la crise qui a commencé en 2008 sera amorcée lorsque la confiance en les banques centrales aura complètement disparu.

La reprise des actions qui a commencé en 2009 a été liée aux interventions des banques centrales. Qu'il s'agisse de baisses des taux d'intérêt, de création monétaire, d'achats d'obligations ou de promesses d'intervention, la Fed et les autres banques centrales ont fait tout en leur pouvoir pour influencer les actions à la hausse.

En conséquence, à l'heure actuelle, plus de 90% de l'action des prix sur le marché repose sur la perception des investisseurs de ce que les banques centrales pourraient mettre en œuvre... et non sur les lois fondamentales. Par exemple, si de mauvaises performances économiques sont annoncées, le marché tend à croire que la Fed imprimera davantage de monnaie.

Ce ne sont pas les lois fondamentales, mais les interventions des banques centrales, qui influencent les actions.

Ceci pose un certain nombre de problèmes, comme par exemple le fait que les banques centrales mentent ouvertement au sujet de ce qu'elles mettent en œuvre. Prenez par exemple les récentes révélations concernant la déclaration de Mario Draghi selon laquelle la BCE fera tout le nécessaire pour sauver l'Union européenne.

Geithner: La situation s'est de nouveau détériorée pendant l'été, ce qui l'a poussé à annoncer au mois d'août, alors qu'il était à Londres pour participer à une réunion avec des banquiers et hedge funds, quelque chose que je n'oserais répéter. A l'époque, la communauté des hedge funds pensait l'Europe finie. Je me souviens qu'il m'en ait parlé plus tard, parce qu'il était alarmé par cette idée et a décidé d'ajouter à ses remarques, d'annoncer qu'il ferait tout le nécessaire. Ridicule.

Interviewer: Etait-ce juste impromptu ?

Geithner: Absolument. Je suis allé voir Draghi qui, à ce moment-là, n'avait aucun plan. C'est pourquoi il a fait cette déclaration insensée. Mais ils ne l'ont pas laissée passer.

<http://blogs.ft.com/brusselsblog/2014/11/11/d...geithner-files/>

L'ancien secrétaire américain du Trésor, Timothy Geithner, déclare ici ouvertement que Mario Draghi n'avait aucun plan et s'est simplement contenté de bluffer en déclarant que la BCE ferait tout le nécessaire.

Draghi a non-seulement menti, il a menti dans le sens où la BCE ne pourrait jamais faire tout le nécessaire. Les politiques de transactions monétaires directes dont il a parlé sont en réalité illégales au regard de la loi européenne. Il ne pouvait rien faire à l'époque, et il ne pourra rien faire aujourd'hui.

Et pourtant, les actions européennes ont recommencé à grimper, les rendements des obligations européennes ont chuté, et le monde a proclamé la crise européenne terminée... tout ça sur le dos d'un mensonge.

Et si vous pensez que Draghi est unique en son genre parmi les banquiers centraux, réfléchissez-y encore. Le gouverneur de la Banque du Japon, Haruhiko Kuroda, a accru le programme de QE de sa banque, non pas pour bénéficier à l'économie de son pays, mais pour que les prévisions de ses collègues puissent mieux correspondre aux siennes.

Pour dire les choses simplement, ceux qui sont supposés maintenir en place le système financier ont menti ouvertement et dépensé de l'argent simplement pour satisfaire leur égo. Les conséquences n'en ont pas encore été ressenties, mais les graines de la prochaine crise ont été semées.

La prochaine fois que les choses tourneront mal, le monde maintiendra-t-il sa confiance en les banques centrales ? Continuerons-nous de croire en leur omnipotence ? Ou leur fausses-promesses n'aboutiront-elles à rien ?

Nous le découvrirons bien assez tôt.

Krach obligataire : Philippe Béchade VS Julien Nebenzahl

Les éconoclastes 13 mai 2015

Le krach obligataire est-il là ?

Selon Philippe Béchade, il est possible que les plus hauts annuel des marchés actions européens soient derrière effectivement, au vu des mouvements haussiers sur les taux d'intérêt des obligations d'Etats.

« Ce qu'on vient de connaître c'est un véritable krach obligataire »

La remontée des taux à 10 ans des grands pays de la Zone Euro « est si brutale, qu'à mon avis, il va falloir modifier les calculs de valeur des actions » pour le président des Econoclastes. En effet, les rendements ayant augmenté sur les marchés obligataires, les investisseurs sont moins poussés vers les actions puisque le rendement espéré sur les actions est diminué. « Il n'y a aucune certitude de pouvoir garantir à terme » ces rendements sur les actions. Julien Nebenzahl est d'ailleurs « tout à fait d'accord avec la gravité de ce qu'on vient de voir. »

Toutefois, il faut garder en tête selon Philippe Béchade qu' « il y a une

volonté absolue de maintenir les prix » de la part des Banques Centrales. Donc rien ne peut assurer à 100% que nous ne pourrions plus revenir sur ces plus hauts sommets des marchés actions.

Le réveil des investisseurs ?

Les mouvements du marché actuels sont-ils la preuve que les investisseurs commencent à réaliser que les Banques Centrales ne peuvent pas tenir le coup ?

Philippe Béchade s'interroge : est-ce que la FED ne bouge pas afin de ne pas créer une politique trop divergente avec celle de la Banque Centrale Européenne qui a pris « le relais » dans la création monétaire et l'injection massive de liquidité dans le monde financier ?

« Imaginons que vous vouliez faire cuire du couscous à la vapeur. Vous mettez de la liquidité, et puis vous en remettez, et vous en remettez, du coup vous n'atteignez jamais le point d'ébullition. Alors on voit effectivement des bulles, ça il y en a, mais il n'y a pas de vapeur, donc l'économie ne repart pas. Les liquidités restent dans la casserole. La casserole c'est les sphères financières. Ca ne monte pas au niveau du couscous. Manifestement on obtient aucun des effets qu'on recherche, ni au niveau de l'inflation, ni au niveau de la croissance. »

Un ralentissement général

On peut constater que l'Allemagne aujourd'hui ralentit. L'explication de Philippe Béchade est simple : le pays ralentit parce que l'Asie a ralenti car la Chine elle-même a ralenti.

De leur côté, les Etats-Unis voient aussi leur croissance passer en « recession » pour reprendre les termes d'Olivier Delamarche (cf. [**BFM du 11 mai 2015 – Défait parfait**](#)). Philippe Béchade l'explique parce qu'un tiers de la croissance américaine était liée au shell-oil or « aujourd'hui du shell-oil on en a trop, les cuves sont pleines. » Le seul moyen pour désengorger les stocks américain serait d'envoyer ce pétrole léger dans des pays où des raffineries pourraient le traiter. En effet, il faut savoir que le pétrole américain est un pétrole dit léger. Néanmoins les Etats-Unis ne possèdent que des raffineries de pétrole lourd. Le pays est donc obligé de réaliser des mélanges entre le pétrole léger qu'il extrait et du pétrole lourd

qu'il importe pour pouvoir utiliser ses raffineries.

« Les Etats-Unis se retrouvent face à ce qui va créer véritablement un choc récessif. »



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-julien-nebenzahl-12-marches-doit-on-s-inquieter-de-la-hausse-des-taux-obligataires-1305-524919.html>

et

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-julien-nebenzahl-22-quelles-sont-les-valeurs-a-privilegier-suite-aux-publications-d-entreprises-1305-524969.html>

Est-ce que les publications des résultats d'entreprises confirment un embryon de reprise ?

Pour Philippe Béchade, c'est le « service minimum » au vu de l'écart « phénoménal » entre l'euro et le dollar.

« Réellement, il n'y a pas d'accélération du chiffre d'affaire. »

Ce qui est aussi préoccupant c'est que le taux de rotation monétaire (qui indique la circulation de la monnaie dans l'économie) est très faible à l'heure actuelle. L'argent ne circule donc plus. Comment alors dans ce cas, s'interroge Philippe Béchade, peut-on faire marcher une économie s'il n'y a plus de « vapeur pour faire marcher la machine ? »

Pour conclure, le président des Econoclastes appuie sur le fait que « ça ne repart pas » en soulignant qu'en France, malgré des taux au plus bas, les prix de l'immobilier ne grimpent toujours pas et continuent même de baisser. Si vous désirez retrouver son analyse plus en détail à ce sujet, lisez son article : [Malgré des taux d'intérêt au plancher, l'immobilier recule à](#)

Paris, ainsi que celui de Pierre Sabatier : Vieillesse rime avec baisse des prix de l'immobilier

Etats-Unis: Chicago au bord de la faillite ?

Martin Prescott MoneyMakerEdge 5 mai 2015



<https://www.youtube.com/watch?v=ZvRTOEMI5Is>

- Chicago : deuxième ville financière en importance au États-Unis après New-York.
- La cote de crédit de Chicago abaissée.
- La dette de Chicago a triplée dans les 10 dernières années.

Pr Kotlikoff, de l'Université de Boston : « les États-Unis sont déjà en faillite »

Business Bourse par tiger54 » Publié le 18 Mars 2015

Quiconque suit l'évolution de la dette officielle des États-Unis sait qu'elle s'est fortement détériorée depuis 2008. Pourtant, d'après Laurence Kotlikoff, qui a témoigné devant la commission du budget du Sénat américain fin février 2015, la situation est encore pire que ce que l'on pouvait imaginer.

En réponse à ceux qui prétendent que la dette américaine est facilement gérable, l'économiste de l'université de Boston Laurence Kotlikoff avance une analyse qui a de quoi faire réfléchir.

« Notre pays est en faillite. Pas dans 75 ans, dans 50 ans, dans 25 ans ou dans 10 ans. Il est déjà en faillite aujourd'hui » a-t-il déclaré à la commission

du budget du Sénat, de but en blanc. *« En fait, sa situation fiscale pourrait être bien pire que celle de n'importe quel pays développé, y compris la Grèce. »*

Pourquoi, si les données officielles en la matière affirment que la dette du gouvernement fédéral n'est « que » de 74 % du PIB ? Les dés sont pipés, comme vous le savez : *« Malheureusement, la dette fédérale officielle n'est pas un indicateur économique fiable qui refléterait la véritable situation fiscale du pays »* affirme Kotlikoff. *« À vrai dire, la dette fédérale et ses variations annuelles, le déficit, ce sont purement des constructions linguistiques qui reflètent la volonté des membres du Congrès d'étiqueter ou pas certaines dépenses et recettes du gouvernement. »*

Par exemple, ces chiffres n'incluent pas les presque 750 milliards de dollars que le gouvernement américain ponctionne à travers les prélèvements sociaux sur les salariés mais également les obligations futures qui sont censées être couvertes par ces montants, explique-t-il.

« Si nous incluons les prélèvements de sécurité sociale en tant qu'emprunts (note : ainsi que les obligations futures en termes de retraites, etc.), la dette fédérale due par la population ne serait pas de 13 trillions de dollars mais de 38 trillions, ce qui représente 211 % du PIB américain. »

En fait, les États-Unis sont face à **un trou fiscal de 210 trillions** d'après Kotlikoff. Soit supérieur de 16 fois au chiffre officiel, *« ce qui montre à quel point la dette officielle est un chiffre inutile pour comprendre la situation véritable des États-Unis »*. Un montant qui représente presque 12 fois le PIB américain, actuellement de 18 trillions de dollars.

Si le gouvernement américain décidait de s'atteler dès aujourd'hui à résoudre le problème de sa dette réelle, il devrait **augmenter ses recettes de 58,5 % tout en diminuant ses dépenses de 37,7 %** d'après Kotlikoff !

En comparant le déficit annuel véritable des autres pays développés, Kotlikoff montre alors qu'il s'élève à 13,7 % aux États-Unis en termes de pourcentage par rapport au PIB, il n'est que de 1,6 % en France, pour 5,9 % aux Pays-Bas ou encore 5,4 % au Royaume-Uni, 2 nations souvent citées à

titre d'exemple en la matière... La preuve selon lui que le ratio dette/PIB officiel n'est pas représentatif de la situation fiscale d'un pays.

Toutes dettes confondues (entreprises, ménages, état) de 2007 au second trimestre de 2014, la dette américaine a augmenté de 57 trillions, faisant ainsi progresser le ratio dette/PIB US de 17 % pour atteindre 286 %, d'après le McKinsey Global Institute. (...)

Prévisions boursières : des économistes bancaires plus forts que Nostradamus ?

Posté le 14 mai 2015 par Bruno Colmant

Quand je lis les commentateurs de quelques économistes de banques, je suis parfois plongé dans un abîme de perplexité. L'un annonce, par exemple, que la chute boursière est "une respiration normale de marché qui sera passagère", un autre déclare que les "taux d'intérêt devraient baisser d'ici l'été ou pendant l'été", d'aucuns avaient prophétisé, fin 2007 (je m'en souviens car je dirigeais la Bourse de Bruxelles à l'époque) que l'action Fortis était le maître-achat... 9 mois avant sa déconfiture, etc.

Ma perplexité vient du fait qu'à part être doté de pouvoirs divins associés à une lévitation sensorielle et extatique qui permette de prévoir l'avenir (exercice périlleux auquel Nostradamus et autres prophètes Philippus, en contact fugace avec le Tout-Puissant et les anges, se sont essayés avec des succès ambigus), comment est-il possible d'affirmer, avec sérieux, qu'on sait ce qui se passera dans les marchés?

Si les marchés étaient convaincus de ces visions prophétiques, ils s'aligneraient sur ces économistes en mettant fin à leurs propres erreurs.

Ou bien faut-il comprendre que des prévisions boursières personnelles sont plus puissantes que la multitude des analyses mises en œuvre par des opérateurs d'envergure mondiale ? Ces économistes possèdent-ils une préscience qui défie l'efficacité des marchés, pourtant robustement établies par la recherche académique, dont Eugène Fama, prix Nobel d'économie 2013 ?

Je crois qu'en matière boursière, seule une extrême diversification et un horizon d'investissement à long terme sont des guides sérieux. Le reste n'est que bavardage.

La logique de l'absurde : les causes possibles des taux d'intérêt négatifs

14 mai 2015 | Mory Doré | La Chronique Agora

Le taux d'intérêt est l'élément de régulation économique le plus important depuis l'apparition de l'économie d'échange ; il a deux limites :

- Une limite basse, celle qui est telle que l'épargnant ne perde pas en prêtant son argent.
- Une limite haute, celle qui permet à l'entreprise d'emprunter et d'investir avec profit. Cette limite supérieure n'est rien d'autre que le taux de rentabilité du capital investi.

La situation de taux d'intérêts négatifs est une négation de l'économie moderne

Aujourd'hui, la situation de taux d'intérêts négatifs est une négation de l'économie moderne. Elle ne devrait se rencontrer que dans des économies où il n'y a pas d'instrument de réserve, de conservation des biens — donc dans des économies où la monnaie et la sécurité des dépôts n'existent pas.

On conçoit parfaitement qu'un pêcheur puisse accepter de prêter 10 poissons aujourd'hui quitte à n'en recevoir que neuf, ou huit, ou sept... voire moins car il n'a pas forcément les moyens de conserver le surplus de 10 poissons au-delà d'un certain temps. Mais pour la monnaie, dont le prix est le taux d'intérêt, on ne devrait pas pouvoir imaginer de prêter 100 unités monétaires et de n'en recevoir que 99,50 au bout d'une certaine période prédéterminée.

▪ Pourquoi cette absurdité ?

Nous pouvons recenser quatre types d'explications.

1/ La politique monétaire de certaines banques centrales

En septembre 2014, la BCE avait réduit de 10 bp (0,1%) l'ensemble de la gamme des taux directeurs :

- Le taux principal, celui auquel empruntent les banques auprès de la BCE (appelé encore taux REFI) de 0,15% à 0,05%.
- Le taux plancher (ou taux de dépôt), c'est-à-dire la rémunération de l'argent déposé par les banques de -0,10% à -0,20% ; ce qui veut dire que les banques sont punies si elles déposent de l'argent à la BCE au lieu de se prêter entre

elles.

– Et le taux plafond de 0,40% à 0,30% (taux plafond utilisé par les banques si leurs besoins de financement n’ont pas pu être intégralement couverts par les opérations normales de refinancement).

C’est justement ce taux plancher qui a institutionnalisé les taux négatifs sur le marché monétaire.

Une telle situation est supposée inciter les banques à ne pas laisser de *cash* à la banque centrale — puisque cela leur coûte — mais plutôt à prêter au secteur privé de la Zone euro.

La fixation de taux directeurs en territoire négatif a aussi pour objectif d’affaiblir la monnaie et de relancer les anticipations d’inflation officielle. Les banques centrales danoise et suisse ont suivi la BCE en fixant un taux directeur négatif. La Nationalbanken danoise et la SNB (Swiss National Bank) souhaitaient réduire le différentiel de taux d’intérêt avec la Zone euro. En effet, pour abriter du liquide, les détenteurs d’euro achetaient du franc suisse ou de la couronne danoise, ce qui faisait monter ces monnaies.

Pour la SNB, la pratique des taux directeurs très négatifs fut rendue d’autant plus nécessaire qu’il fallait essayer de compenser la rupture du cours plancher de l’EUR/CHF qui avait conduit, le 15 janvier dernier, à une hausse d’environ 30% du franc suisse face à l’euro. La SNB a riposté en abaissant son taux de rémunération des dépôts à -0,75%.

Si vous payez 0,20% pour qu’on vous garde de l’argent mais que les prix baissent de 1%, vous avez gagné 0,80% de pouvoir d’achat **2/ La déflation ou baisse des prix, mais de quoi ?**

En période de déflation, même avec des taux nominaux négatifs, les taux d’intérêt réels peuvent rester positifs. Un taux nominal à -0,20% avec un taux d’inflation (baisse de prix) de -1% va correspondre à un taux réel de +0,80%. Si vous payez 0,20% pour qu’on vous garde de l’argent mais que les prix baissent de 1%, vous avez gagné 0,80% de pouvoir d’achat.

Des spéculateurs vont acheter des actifs à rendement négatif parce qu’ils anticipent des rendements futurs encore plus négatifs (déflation des actifs financiers) et donc des plus-values potentielles.

Des investisseurs — banques ou assureurs — réglementairement “condamnés” à réinvestir une partie importante de leurs liquidités sur le

marché des titres d'Etat anticipent cependant de l'inflation (hausse des prix à la consommation).

S'ils pensent que l'inflation moyenne sur les 10 prochaines années sera largement au-dessus de l'inflation anticipée par les marchés, par exemple au-dessus de 2% (ce qui n'est quand même pas particulièrement spectaculaire), cela signifie que l'écart de rendement entre une obligation à 10 ans et une obligation indexée sur l'inflation à 10 ans doit être positif et supérieur à 2%.

Or ce n'est pas le cas, même si ces investisseurs anticipent plutôt une inflation en dessous de 2%, elle reste positive.

- Sur une maturité de sept ans : le taux de rendement actuariel de l'OAT de référence évolue aujourd'hui autour de 0,15% tandis que le taux de rendement réel de l'OAT indexée sur l'inflation ressort à -1,20%.

- Sur une maturité de 10 ans : le taux de rendement actuariel de l'OAT de référence évolue aujourd'hui autour de 0,35% tandis que le taux de rendement réel de l'OAT indexée sur l'inflation ressort à -1,05%.

Ceci signifie que les investisseurs qui acceptent de payer pour détenir ces obligations indexées anticipent — à tort ou à raison — une faible inflation sur la période, mais pas de déflation.

Si les taux longs réels ne baissent plus, il faut s'attendre à un violent réajustement à la hausse des taux longs nominaux

Si les taux longs réels ne baissent plus (et psychologiquement, il devient extrêmement difficile d'investir à des niveaux de taux très négatifs), il faut s'attendre à un violent réajustement à la hausse des taux longs

nominaux. Interviendra-t-il avant septembre 2016, date de la fin officielle du QE de la BCE ? Le mouvement obligataire que l'on observe est-il un signe précurseur ? Le système bancaire ne pourrait supporter une hausse violente et durable des taux longs et il faudrait un QE2, alors même que le QE1 ne fait que commencer.

3/ Une montée des risques

Certains investisseurs institutionnels sont prêts à investir avec un taux de rendement actuariel négatif sur des actifs financiers jugés, à tort ou à raison, "sûrs" (certaines dettes d'Etat notamment) pour se prémunir d'un cataclysme financier.

4/ L'effet pervers de la réglementation

La mise en place du ratio de liquidité LCR (pour *liquidity coverage ratio*) dans les banques les pousse à se renforcer en titres d'Etat notés entre AAA et AA- (auto-entretenant la bulle spéculative sur les obligations d'état, bulle renforcée en 2015 avec les programmes de rachats d'actifs de la BCE). Le *cash* déposé à la Banque centrale européenne (BCE) au taux de rémunération en vigueur (taux négatif à -0,20% comme nous l'avons vu plus haut) est lui aussi éligible à la réserve d'actifs liquides.

▪ Et l'économie réelle ?

Aujourd'hui, la BCE vient de s'affranchir de la contrainte de taux d'intérêt positifs. Cette contrainte était considérée comme normale en raison tout simplement de l'existence des pièces et billets, rémunérés par définition à 0%.

Pour que les taux négatifs s'installent, il faudrait supprimer purement et simplement les pièces et billets et les remplacer par de la monnaie électronique.

En effet, si pièces et billets continuent à exister et que les taux d'intérêt restaient durablement négatifs, les épargnants finiraient par laisser toute leur épargne liquide en billets.

Ce serait la fin de l'intermédiation traditionnelle des banques (dépôts à vue, certificats de dépôts bancaires des épargnants transformés en prêts aux entreprises ou aux ménages) ou même des financements dit désintermédiés (livrets, OPCVM monétaires des épargnants transformés en prêts de trésorerie).

[La menace de déflation, alibi de votre spoliation !](#)

[Le blog à Lupus 14 mai 2015](#)

Déflation. Une enquête de la BRI remet en cause les raisons pour lesquelles les banques centrales s'acharnent.

[Avant Propos Par Bruno Bertez](#)

Le consensus selon lequel la déflation est fondamentalement mauvaise fait partie de l'idéologie des pouvoirs en place. Une idéologie de « dominants » dans un monde de capitalisme financiarisé ou l'on s'enrichit, non par l'activité productive, mais par le brassage de signes financiers et monétaires. Le fondement du capitalisme financiarisé, que nous appelons aussi souvent le capitalisme d'arbitrage ou capitalisme anglo-saxon, ce fondement est la dette

et la possibilité d'accéder à celle-ci quasi gratuitement. Plus le capitalisme financiarisé progresse, plus son idéologie envahit les esprits. Ce qui est discutable et nuancé devient dogme. Un dogme qui sert à recouvrir une réalité cachée, dissimulée, à savoir :

- -1 Que rien ne prouve que la déflation est négative pour la croissance
- -2 Que l'idéologie anti-déflation est produite par ceux qui vivent et prospèrent du crédit
- -3 Que la lutte contre la déflation est un gigantesque, colossal transfert de richesse
- -4 Que l'idéologie sert à masquer la complicité, la communauté d'intérêts, entre les gouvernements et les débiteurs, la classe kleptocratique en général et ses alliés
- -5 Que la déflation est la règle économique, elle traduit le progrès humain

La lutte contre la déflation, laquelle est la conséquence du progrès technique, progrès des processus de fabrication, est une lutte contre l'efficacité, c'est une lutte pour protéger l'ancien, l'inefficace, le dépassé. Comme l'a dit Bernanke lors de sa rencontre avec le Ministre Britannique des Finances : « *Nous avons sauvé l'ordre mondial* ».

Peu importe que cet ordre soit en réalité un désordre, les pourfendeurs de la déflation sont non pas objectifs, non pas au service du peuple et des citoyens, ils sont au service de ceux qui bénéficient de cet « ordre ».

Voilà une démonstration claire et convaincante du fait que l'économie dominante est une idéologie, au service de l'ordre ancien, pas une science. Les idéologies s'imposent par la mystification, le recours aux fausses évidences comme celle, idiote du différé de consommation que la déflation susciterait. Différé imaginaire bien sûr.

.
Voici un bon texte d' Andreas Höfert (Chef économiste UBS Wealth Management)

Croissance ou Distribution

S'il est un sujet sur lequel la plupart des économistes s'accordent, c'est que la déflation est fondamentalement mauvaise. De ce fait, il convient de l'éviter par tous les moyens possibles.

L'argument de la nocivité de la déflation s'articule habituellement autour du postulat que la croissance économique s'en trouve amoindrie.

Lors d'une déflation, la demande tend à baisser car les gens reportent une partie de leurs achats face à la perspective d'une baisse des prix future.

Cette demande réduite accentue à son tour la pression baissière sur les prix, renforçant ainsi le cercle vicieux de la déflation.

Les économistes reconnaissent aussi que la déflation engendre une certaine redistribution de la richesse. Toutefois, la plupart soulignent l'impact négatif de cette redistribution sur la croissance, sans trop s'attarder sur la cause en elle-même.

En cas de déflation, la valeur de l'encours de la dette en termes de pouvoir d'achat augmentera, rendant ainsi le service de la dette de plus en plus difficile à assumer pour les débiteurs, qui risquent en dernier ressort de faire défaut. Les forces récessives s'en trouvent ainsi renforcées, aboutissant au final à une dépression.

Curieusement, s'il existe un consensus parmi les économistes au sujet de l'impact négatif de la déflation sur la croissance économique, les données empiriques sont nettement moins convaincantes.

Une récente étude de la Banque des règlements internationaux (BRI) conclut que le lien entre la croissance de la production et la déflation «est faible et largement lié à la Grande Dépression» ([Claudio Borio, et al. \(2015\): The costs of deflations: a historical perspective, Revue trimestrielle de la BRI, mars 2015](#)).

Pour parvenir à ce résultat, ses auteurs ont analysé un échantillon couvrant quelques 140 années (la série statistique remonte à 1870) et couvre 38 économies. L'étude a révélé que le taux de croissance des économies en déflation était inférieur de moitié à celui des économies en inflation, ce qui constitue une différence statistiquement significative.

Toutefois, si l'on répartit les données en trois sous-échantillons (avant la

Première Guerre mondiale, dans l'entre-deux guerres et après la Seconde Guerre mondiale), il apparaît que ce résultat était uniquement lié à l'épisode de la Grande Dépression. Avant 1914, il n'y avait pas d'écart sensible de production entre les périodes d'inflation et de déflation et il en va de même après 1945.

Mais quid du Japon? Ce pays n'a-t-il pas connu une longue période de stagnation déflationniste et n'a-t-il pas inspiré à Ben Bernanke son fameux discours de 2002 dans lequel il pose les fondements théoriques de ce qui sera appelé plus tard «l'assouplissement quantitatif»?

L'étude de la BRI montre que si l'on prend comme référence le PIB réel par habitant ou par salarié au lieu du seul PIB réel, la performance du Japon en termes de croissance est peu ou prou comparable à celle des Etats-Unis, du moins sur les treize dernières années.

A la lumière de ces résultats, il convient de se demander pourquoi les banques centrales combattent la déflation avec des moyens extrêmes en faisant gonfler leurs bilans dans des proportions considérables. Trois réponses me viennent à l'esprit.

La première est qu'elles ignorent l'existence de l'étude de la BRI ou qu'elles ne sont pas d'accord avec ses conclusions. La deuxième est qu'elles dressent un parallèle entre, d'une part, la crise financière de 2007/2008 et son onde de choc et, d'autre part, l'épisode de la Grande Dépression et qu'elles souhaitent éviter à tout prix de refaire les mêmes choix politiques erronés qu'à l'époque.

Toutefois, dans la mesure où sept ans après la dernière crise, les économies semblent enfin se redresser, il existe une troisième explication: elles veulent éviter les effets de redistribution de la déflation.

Comme je l'ai évoqué plus haut, la déflation pénalise les débiteurs tout en bénéficiant, dans un premier temps, aux créanciers. Je dis bien «dans un premier temps» car lorsqu'un débiteur fait défaut, ses créanciers essuient la perte.

Les Etats font partie des acteurs les plus endettés, d'où leur penchant naturel pour l'inflation. C'est aussi la raison pour laquelle les banques centrales sont «indépendantes» des gouvernements.

Mais, d'un autre côté, les banques centrales font partie du gouvernement et la lutte contre la déflation, sous le prétexte qu'elle nuit à la croissance, a

pour effet secondaire bénéfique de maintenir à flot des gouvernements endettés. Vous avez dit «conflit d'intérêt»?

SOURCE AGEFI SUISSE 12/5/15

<http://www.agefi.com/quotidien-agefi/forum-blogs/detail/edition/2015-05-12/article/deflation-une-enquete-de-la-bri-remet-en-cause-les-raisons-pour-lesquels-les-banques-centrales-sacharnent-398206.html?catUID=21&issueUID=847&pageUID=25298&cHash=f899ec26706bff1cbe663f1e1da011b8>

[Ploutocratie] La finance, une route vers la ruine

Publié le 13 mai 2015 par [Olivier Demeulenaere](#)



Vers la ruine, la spoliation et la dictature de plus en plus visible du « nouvel ordre mondial » fixé par les banquiers et les financiers. Cf. l'inflation actuelle de lois et de pratiques liberticides... OD

[Un article de [CounterPunch](#) via le Saker francophone]

« S'excuser et continuer, telle est la ruse utilisée par les sociétés trichant sur leurs impôts. Les banques ne font pas exception. Le scandale HSBC de 2007 où 106 000 clients de plus de 200 pays ont planqué des centaines de millions d'impôts n'a entraîné la condamnation que d'une seule personne. Quand si peu est fait, est ce que cela vient d'une faiblesse des autorités face à des lois financières inextricables ou bien nous cache-t-on quelque chose ?

Le lanceur d'alerte Hervé Falciani a redéfini la compréhension britannique des forces en jeu. Qu'une banque puisse aider un client à frauder en lui proposant un compte secret en Suisse était, à l'époque, inconcevable. Mais cela allait plus loin. Falciani a aussi révélé que beaucoup d'autres banques proposaient les mêmes techniques de fraude.

C'est quelque chose de familier aux États-Unis. En 2012, la Bank Of

America s'assurait que ses clients échappent aux taxes sur les profits boursiers tirés des fonds spéculatifs en utilisant une filiale de la banque en Europe, tout cela avec le soutien gouvernemental.

Ainsi, la Bank Of America a caché \$17,2 Mds sur des comptes offshore. Entraînant environ \$4,3 Mds d'évasion fiscale. Juste avant 2012, le géant bancaire venait de recevoir une subvention ahurissante de \$1.3 Mds de la part de la Réserve fédérale et du Département du Trésor.

Même histoire pour Citigroup. Plaçant \$42,6 Mds sur des comptes offshore, provoquant des pertes fiscales de \$11,5 Mds, alors qu'elle venait de percevoir \$2,5 Mds de subventions de l'État.

Cela reflète l'intime complicité de la relation de l'État avec les banques. Cela ne date pas d'aujourd'hui, mais le rapport de forces tourne en défaveur de l'État.

L'industrie bancaire américaine a démarré à la suite d'un événement connu sous le nom de la Panique de 1907. Les initiateurs de cette panique bancaire furent quatre banquiers privés, J.D Rockefeller, J.P Morgan, Paul Warburg et le baron Rothschild qui ont entraîné la chute des principales banques et trusts.

Ces banquiers décidèrent de rassembler leurs fortunes pour établir une banque privée, à 100%. Cette banque créerait l'argent et le prêterait au gouvernement, à ses conditions.

Le Sénat s'est fermement opposé à cette idée mais, en 1910, les quatre banquiers ont écrit le Federal Reserve Act en secret et cette proposition de loi fut poussée au Congrès par leurs alliés. En 1913, grâce à un effort considérable de lobbying politique et financier auprès du président Woodrow Wilson, la loi fut votée et la Réserve fédérale créée.

Pour bien comprendre les manipulations bancaires, il faut comprendre comment l'argent est fabriqué.

Un bon exemple est le compte rendu légal d'un procès dans le Minnesota en 1969. Dans ce cas, opposant la First National Bank of Montgomery au défendant [Jerome Daly](#), celui-ci, un avocat se représentant lui-même, s'est opposé à la saisie de sa maison hypothéquée selon le principe que la banque n'avait pas utilisé de l'argent réel pour son prêt. Quand le président de la banque, M.Morgan, prit la parole, il admit, à l'étonnement général, que la banque avait créé de l'argent à partir de rien pour le prêter mais que c'était

une pratique bancaire normale.

Finalement, la cour rejeta la demande de saisie et le défendant put garder sa maison. Mais cette décision ne fut pas suffisante pour réformer cette pratique bancaire. Elle resta donc monnaie courante et l'on continue encore à se demander comment ce traitement privilégié est possible.

Au Royaume Uni, la Bank of England confirma la mainmise des banques privées sur l'économie, sans contrôle. Dans son analyse de 2014 intitulée La création d'argent dans l'économie moderne, elle confirme que la manière dont on enseigne la création de monnaie en économie est biaisée. C'est lorsque les banques prêtent qu'elles créent de la monnaie..

Cela est expliqué par Richard Werner, un économiste et professeur, dans son livre La création monétaire dans l'économie moderne. Il écrit :

«L'extension du crédit par les banques n'enlève aucun pouvoir d'achat ni ne ponctionne sur les ressources de qui que ce soit dans l'économie. Strictement parlant cela ne peut pas être décrit comme un prêt. Les banques ne prêtent pas l'argent qu'elles ont dans leurs coffres, elles le créent.»

L'organisation Citizens for tax justice a remarqué que 15 des 500 plus grandes sociétés n'ont payé aucun impôt sur leurs profits de \$23 Mds pour 2014 seulement, et n'ont payé quasiment aucune taxe sur leurs bénéfices de \$107 Mds les cinq années précédentes. Parmi ces grands bénéficiaires fiscaux on trouve General Electric, le fabricant de jouets Mattel et les géants médiatiques Time Warner et CBS.

C'est en utilisant des failles légales que ces compagnies ne payent que 0 à 15% d'impôts au lieu du taux normal de 35%. Le Financial Accountability & Corporate Transparency a estimé les pertes fiscales à \$150 Mds par an, soit \$1.500 Mds sur dix ans.

L'influence des lobbies sape aussi la bonne gouvernance. Wells Fargo, par exemple, a investi des millions de dollars en lobbying pour influencer les lois en 2009 et 2012, au moment où les législateurs pensaient mettre en place des mesures sur les saisies immobilières et la réforme des impôts sur la propriété.

Une étude datant de 2014, de Martin Gilens, un professeur à l'université de Princeton, intitulée Analyse des théories de la politique américaine, conclut

ainsi : les élites, les groupes d'intérêt et le citoyen moyen sont les facteurs d'influence de la réglementation publique.

A partir de données récoltées de 1981 à 2002, le rapport étudie le système politique américain selon trois points de vue. Celui des citoyens moyens, celui de l'élite économique et celui des groupes de pression organisés, qu'ils soient basés sur l'économie ou sur le social.

A la suite de l'étude de 1800 décisions politiques au cours de cette période, en fonction de chacun des groupes, la conclusion fut que la politique américaine est dominée par son élite économique.

Les chercheurs concluent : «Le point central qui émerge de notre recherche est que les élites économiques et les groupes organisés représentant des intérêts commerciaux ont un impact important sur la politique gouvernementale alors que les groupes organisés basés sur le social ou les citoyens moyens n'ont que très peu ou pas du tout d'influence.»

Les chercheurs en déduisent que les décisions gouvernementales rencontrent rarement les préférences de la majorité de la population et expriment par contre, et de manière très forte, les intérêts particuliers des groupes économiques : «Quand une majorité de citoyens est en désaccord avec les élites économiques ou les groupes d'intérêt, en général, ils perdent. Et même, à cause du fort statu quo qui existe dans le système politique, lorsqu'une large majorité d'américains est en faveur d'un changement de politique, elle ne l'obtient pas.»

L'ère Reagan des années 1980 fut perçue comme celle de l'âge d'or de la libre entreprise capitaliste. En réalité, cette ère dure encore. Les banques débordent de leur sphère d'activité en saisissant des biens publics pendant que le gouvernement ferme les yeux.

Morgan Stanley a importé 4 millions de barils de pétrole, rien qu'en juin 2012. Goldman Sachs a entreposé de l'aluminium dans des entrepôts de Détroit, continue à posséder et à gérer des aéroports dans de nombreux pays et à faire de vastes profits sur les routes à péage aux États-Unis, à Puerto Rico, en Inde et en Australie.

L'exemple de l'autoroute du Colorado est typique. Le contrat portant sur 50 ans, couvrant 18 miles (29 km), fut approuvé par le Sénat du Colorado le 20 février 2014. Selon les termes du contrat les sénateurs et représentants du

Colorado n'étaient pas autorisés à lire le contrat avant de le signer, ni à l'amender ni à le voter. Goldman Sachs ne mettra pas un rond dans cet investissement de \$552 millions qui seront pris sur l'argent du contribuable alors que cette banque tirera tous les profits des droits de péage.

Les défis sont monumentaux mais vains, tant qu'il n'y aura pas de volonté politique pour empêcher ces multinationales d'échapper à la loi. Seulement alors pourrons-nous redonner un peu de crédibilité au mot démocratie, mot qui vient du grec et veut dire dirigé par le peuple ».

Ridwan Sheikh, le 10 mai 2015

Note du Saker Francophone

Même s'il a été écrit pour un public américain ce texte résonne autant auprès d'un public européen ou le système soi-disant démocratique est de plus en plus visible pour ce qu'il est : un système ploutocratique ou la loi est faite exclusivement par et pour les puissances économiques. Le fait que ces puissances financières utilisent aussi le secret pour faire passer leurs lois scélérates, du Colorado au TPPI, montrent qu'elles sont conscientes de leurs forfaitures. Mais leur manque de vision sociopolitique profonde, du à leur obsession du profit à court terme, les empêche de comprendre que cette politique de la terre brûlée les mène droit à leur perte, perte financière mais aussi perte de dignité humaine. Après-demain, tous ces soi-disant responsables politico-économiques seront considérés par nos petits enfants comme nous considérons les nazis et leurs collabos de nos jours. La lie de l'humanité.

Vertus, doute et mirages du QE européen

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 13/05 2015 LesEchos.fr

La politique monétaire ressemble parfois à un oignon. Elle cache des vérités successives. L'achat massif d'obligations enclenché par la Banque centrale européenne il y a deux mois en donne un bel exemple. La première couche de cet « assouplissement quantitatif » (traduction officielle de l'américain « quantitative easing » ou QE) est magnifique. Sur les marchés financiers, les investisseurs reprennent en chœur le tube de Johnny Halliday : « QE je t'aime, QE je t'aimeu... ». Le crédit repart ! La déflation est enterrée ! L'euro dévisse ! L'activité redémarre enfin ! Les actions s'emballent ! La deuxième couche de l'oignon est moins appétissante. Depuis le début du QE, les taux

d'intérêt sur les dettes publiques ont certes baissé, et ils ont davantage baissé dans les pays les plus frappés par la crise. Les investisseurs se sont reportés vers des actifs plus risqués. Ils sont aussi allés chercher du rendement au-delà de la zone euro, ce qui a contribué à faire baisser la monnaie unique. Sauf que cette mécanique, souhaitable et souhaitée, s'est inversée à la mi-avril. D'où la troisième peau de l'oignon : le QE est tellement efficace qu'il aurait retourné l'économie comme un gant, de la face sombre à la face claire, en ramenant la confiance.

Le cœur de l'oignon est bien sûr très différent, et assez éloigné des belles histoires qu'on aime à se raconter dans les salles de marché. La politique non conventionnelle menée par la BCE a commencé à diffuser ses effets non pas à leur mise en oeuvre en février, mais depuis son annonce en août dernier. Elle a dopé les cours des actions et affaibli la monnaie, comme on l'a vu dans les expérimentations menées précédemment au Etats-Unis, au Japon, au Royaume-Uni. La dévaluation de l'euro agit favorablement sur l'économie par deux canaux. D'abord, elle accroît la compétitivité des industriels, en particulier ceux des pays très sensibles au taux de change comme la France et l'Italie. Ensuite, elle fait remonter les prix à l'importation et éloigne donc le spectre de l'inflation. Au-delà, il est beaucoup trop tôt pour déceler son impact. Contrairement à la Fed américaine, la BCE a lancé son QE alors que les taux étaient déjà quasi nuls. Contrairement aux Américains, les Européens sont peu sensibles à « l'effet richesse » : l'appréciation des actions et donc de leur patrimoine ne les incite pas à moins épargner et donc dépenser davantage. Comme aux Etats-Unis en revanche, le QE gonfle des bulles financières et exerce des effets redistributifs peu favorables à la croissance. La politique menée par la BCE a bien sûr changé les anticipations. Mais ce changement est fragile, comme le montre la très forte volatilité observée ces dernières semaines. La réalité, elle, n'a pas changé. Ou pas encore.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/02164680653-vertus-doute-et-mirages-du-qe-europeen-1118959.php?i7YkJ22VRT7eUkOa.99>

L'essence à quel prix?

Morning Zapping Marc Fiorentino 13 mai 2015



http://www.monfinancier.com/dl.php?a=morning_2015_05_12.avi

Qui aurait pu prévoir l'effondrement des cours du pétrole ? Et qui aurait pu prévoir son rebond récent ? Il y a quelques années encore, on nous prédisait un pétrole à 200 dollars car "les réserves s'épuiseraient". Depuis, il y a eu le pétrole et le gaz de schiste et plus personne n'ose faire de prévisions. Sauf l'OPEP. Et ses prévisions sont étonnantes.

PLUS JAMAIS 100 DOLLARS

Un rapport de l'OPEP a fuité dans la presse. Et c'est le Wall Street Journal qui en publie de larges extraits. Vous savez à quel point le cours du pétrole est important pour l'économie mondiale. Une large part du rebond de la consommation et donc de la croissance aux États-Unis vient du bonus de la baisse de 50% des cours du pétrole. Depuis le pétrole a rebondi. Et tous les paris sont ouverts sur son évolution. L'OPEP nous livre donc ses anticipations. D'ici 2025 l'OPEP ne voit pas le pétrole remonter au-dessus de 76 dollars. Et le rapport précise même qu'il n'y a plus aucun scénario qui prévoit un retour aux 100 dollars.

LE SCHISTE

Toujours du fait du gaz et du pétrole de schiste aux États-Unis... C'est l'élément majeur qui a totalement inversé et bouleversé la tendance sur le pétrole à long terme. Une tendance qui a été amplifiée par le fait que l'Arabie Saoudite a continué à inonder le marché malgré des prix à la baisse. L'Arabie Saoudite dit que c'est pour mettre en difficulté les producteurs de schiste américains, d'autres pensent que c'est plutôt pour affaiblir son ennemi mortel l'Iran qui a besoin d'un cours de pétrole entre

100 et 120 dollars pour équilibrer son budget.

LE RETOUR DES QUOTAS ?

Ce rapport recommande un changement de politique de l'OPEP. Il insiste sur la nécessité absolue de revenir à un système de quotas et de limitations de production abandonné de fait depuis 2011. Le problème c'est que l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Koweït ne semblent pas encore très convaincus, mais surtout que l'OPEP représente une part qui décline lentement mais sûrement de la production mondiale. 32% seulement aujourd'hui. Malgré la remontée récente et spectaculaire du pétrole, il semble que les Américains vont pouvoir encore rouler longtemps avec des 4x4 dont les ventes ont à nouveau explosé...

C'EST REPARTI POUR LA MACHINE A CASH

On ne change pas une recette qui gagne. Les États-Unis continuent à négocier des amendes qui ont déjà fait entrer plus de 100 milliards de dollars dans les caisses de l'État en moins de 5 ans... Cette fois-ci, on parle de 6 milliards de dollars pour 5 banques dans le scandale de la manipulation des cours de change...Barclays, JP Morgan, Royal Bank of Scotland, Citigroup et UBS. UBS paie moins parce qu'elle a dénoncé les autres... Only in America...

LA RELANCE EN CHINE

c'est pour bientôt...Les chiffres économiques se suivent et se ressemblent et c'est la cata. Tout ralentit. Surcapacité industrielle criante et consommation molle. Seule la bourse est en plein délire. La Banque Centrale a encore baissé ses taux mais ça ne suffira pas...Un plan de relance massif est à l'étude.

LES FONDS DE TIROIR

La Grèce a raclé les fonds de tiroir en piquant notamment l'argent de la Sécu et des retraites pour payer les 756 millions d'euros qu'elle devait au FMI. Les Grecs envisagent un référendum sur la dette et l'Allemagne serait d'accord...Même le ministre des Finances Wolfgang Schauble. L'intérêt du référendum: permettre au gouvernement Tsipras de ne pas respecter ses engagements vis-à-vis de ceux qui l'ont élu car une majorité de Grecs

voterait pour un maintien dans la zone euro. Malheureusement. Le chewing-gum grec va nous coller aux semelles encore longtemps.

ERNESTE CHE HOLLANDE

Il a rencontré les frères Castro hier et s'est pavané à la Havane, l'autre dernier pays socialiste au Monde avec la France. Une urgence. Pendant ce temps, 500 à 1000 personnes perdent leur emploi en France chaque jour. Aucune urgence.

VIVE LES INFIRMIERS ET LES INFIRMIÈRES

Le 12 mai est la journée internationale de l'infirmier(e). Ils sont 638 248 en France dont 87% de femmes et 50% dans le public. Je propose que l'on augmente les infirmiers du public en ponctionnant la rémunération d'autres fonctionnaires qui ne font pas grand chose. Vive les infirmières. Et merci...

À LIRE ABSOLUMENT

Perfidia. Le dernier James Ellroy et le premier tome du deuxième quatuor de Los Angeles. Mais attention, uniquement pour les fans du Dahlia Noir et de LA Confidential.

CAMERON ET LE BREXIT

Cameron ne perd pas de temps. Il veut dégoupiller au plus vite la grenade, ou plutôt la bombe, du référendum sur l'union européenne en négociant rapidement des concessions de la part des autres États de l'Union. Le référendum prévu au plus tard pour la fin 2017 pourrait être avancé...

VOILÀ C'EST TOUT

BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

[Suspendus entre ciel et terre à la merci du marché obligataire ou de la Grèce](#)

Posté le mai 13, 2015 Par [Thomas Veillet](#) Dans [Chronique matinale](#)

Je ne sais pas pourquoi, mais quand je pense au marché, je pense à un contorsionniste coincé dans une boîte en verre. Alors oui, au moins le marché, lui, il bouge, mais franchement, les mouvements sont devenus

minimaux, la volatilité est une notion toute théorique et nous sommes là, à regarder les indices osciller dans le vent sans trop savoir où ça va se terminer. J'ai le sentiment que nous sommes dans une espèce d'immobilisme où la seule chose qui pourrait éventuellement nous faire sortir de la léthargie dans laquelle nous sommes, serait une clarification de situation grec ou une annonce subite de hausse des taux de la part de la FED. Sachant également qu'une armée de martiens belliqueux qui débarquerait sur terre pourrait aussi faire l'affaire, mais est beaucoup moins probable.

Nous sommes donc là, suspendus entre ciel et terre, à regarder les marchés boursiers hésiter, baisser, puis monter, puis rebaisser, mais sans jamais être capable de prendre une direction claire. Bien sûr, on ne peut pas trouver un journal, quelque part sur le net, qui ne publie pas un article à propos du krach annoncé ([exemple en cliquant ici](#)), mais en même temps, on ne peut pas s'empêcher de vouloir croire que le bull market, vieux de six ans, à encore un peu de potentiel à la hausse. Peut-être que la bipolarité dans laquelle nous sommes aujourd'hui est la raison de cet immobilisme relatif.

Hier l'Europe a terminé en baisse, les USA ont terminé en baisse, les volumes sont, encore une fois, relativement faible pour la saison et pour une fois la justification de la baisse était commune des deux côtés de l'Atlantique.

La raison première étant le « Sell Off » que nous vivons sur le marché obligataire. Depuis quelques jours les obligations d'état se font démonter et même si les rendements restent historiquement bas, nous sommes tout de même passés en quelques jours d'un rendement proche de zéro en Allemagne à un rendement de près de 0.7% hier. Ce n'est pas avec des rendements pareils qu'en plaçant les économies du petit dernier à 10 ans, vous pourrez arrêter de travailler, mais en terme pourcentage, c'est énorme comme mouvement. Du coup les détenteurs d'actions commencent à avoir des doutes. En effet, à 0% de rendement, on se dit que l'on n'a rien à perdre à acheter des actions, mais dès que le vent tourne, on se demande s'il n'est pas temps de diversifier un peu son asset-allocation. Et comme actuellement nous avons une vision à 12 minutes et des convictions qui sont proches de celle d'un politicien qui tourne sa veste tous les deux jours, cela nous donne des marchés qui ne vont nulle part et qui sont limite pénible à regarder.

En tous les cas, en ce moment j'ai vu des films qui ont été primés à Cannes qui étaient bien plus passionnants que les marchés financiers et ce n'est pas

peu dire.

Il n'y strictement rien à dire et demain, en plus c'est l'Ascension !!!

Dans les nouvelles qui « intéressaient » le marché hier, on peut retenir le fait qu'AOL se soit fait avaler par Verizon pour une prime de 18% ou 50\$ par action. GAP s'est fait taper dessus après des mauvais chiffres. L'or parvenait ENFIN à nous présenter une séance de hausse, mais en même temps si c'est à coup de 10\$, croyez-moi, les 5'000 \$ c'est encore loin. Le métal jaune est à 1192\$ et hier il a carrément touché les 1195\$ dans un accès de folie haussière. Le pétrole continue de monter et parvient à casser nettement la résistance des 60\$ – ce matin il est à 61.23\$ et j'ai officiellement renoncé à comprendre comment ça marche.

Pour illustrer mon incompréhension, voici ce que j'ai trouvé dans les journaux ce matin pour justifier la hausse du baril : « Le prix du pétrole est monté suite à des prévisions qui laissent entendre que la production serait en baisse pour le mois de juin parmi les principaux producteurs américains ainsi que suite à l'annonce de nouvelles frappes aériennes au Yemen à l'aube d'un cessez-le-feu annoncé ».

Il serait intéressant de creuser le sujet. Surtout d'un aspect psychologique. Non, parce que le fait qu'il y ait un cessez-le-feu au Yemen n'est pas censé être « hyper-positif » pour le prix du baril. Par contre les frappes aériennes le sont, même si la guerre au Yemen c'est tout de même un peu un truc qui dure depuis un bon moment, donc pas non plus une « monstre » surprise... mais passons... Ce qui est plus intéressant encore, c'est le fait de voir le pétrole monter sur les projections éventuelles attendues dans un mois... Surtout quand on sait qu'un analyste qui couvre le prix du pétrole est à peu près aussi exact qu'un analyste qui aurait pour mission de trouver les 5 bons numéros et les deux étoiles de l'Euromillions chaque semaine.

Mais bon, apparemment, tout cela suffit amplement au joli monde de la finance pour avoir envie d'acheter le pétrole – pétrole qui, je le rappelle pour mémoire – était annoncé à 20\$ – avec une probabilité de 112%, il y a à peine six semaines.

Ce matin en Asie, les marchés ne font strictement rien. J'ai dû vérifier plusieurs fois pour être certain qu'ils étaient ouverts. Le seul marché qui sort son épingle du jeu, c'est le Japon qui vit une journée de folie haussière, et

avance de 0.5% – oui, je suis ironique pour ceux qui auraient un doute. L'Asie est aussi ennuyeuse que la séance d'hier en Occident, peut-être même plus.

Dans les news du jour on parle de :

- 1) La Grèce, ses remboursements, ses discussions avec le FMI, ses négociations avec l'Europe, ses emmerdes.
- 2) Du marché obligataire qui semble hors de contrôle et de compréhension.
- 3) La Grèce et ses.. ah non, j'ai déjà dit ça.
- 4) On parle des taux qui vont monter bientôt ou pas aux USA
- 5) Des chiffres de Cisco qui seront publiés ce soir pour boucler la saison des résultats trimestriels.
- 6) Du dollar qui est toujours faiblard, on se demande même comment on a pu envisager un seul instant que le dollar irait à parité avec l'Euro.
- 7) Et puis on parle aussi de la Météo qu'il fera demain puisque c'est congé et de qui fera le pont...

Côté chiffres économiques, nous aurons le GDP allemand, le CPI français, italien, allemand et espagnol, le GDP italien et le GDP européen... Aux USA nous aurons les nouvelles demandes d'hypothèques, les prix à l'exportation, les Retails Sales, les Business Inventories et les inventaires du pétrole version EIA.

En attendant les futures sont en hausse de 0.25% – on doit probablement se dire qu'après la correction mineure d'hier, il temps de profiter des « opportunités d'achat » et que 0.7% sur le 10 ans allemand, ce n'est pas non plus le rêve de l'investisseur. L'Euro/\$ est à 1.1248, le yen est à 119.90, le Bitcoin vaut 241\$ et le rendement du 10 ans US est donc à 2.25%.

L'Euro/Suisse est à 1.0429.

C'est à peu près tout ce qu'il y avait à dire ce matin. Je m'en vais aller m'injecter une dose de café afin de ne pas tomber dans la torpeur de l'ennui des places boursières et je vous donne rendez-vous vendredi en fonction du nombre d'auto-reply que je vais recevoir, histoire de savoir si ça vaut la peine de se lever pour écrire alors que 80% de mes chers lecteurs font le pont et préfèrent rester sous les couvertures vendredi, surtout qu'à voir la météo, il n'y aura pas grand-chose d'autre à faire...

Bonne journée, bon café, bonne Ascension, bon pont (au cas où) et à très

bientôt !

Thomas Veillet

Investir.ch

Washington autorise le forage de pétrole dans l'Arctique

Publié par wikistrike.com et AFP, 13 Mai 2015

[C'est du pétrole qui coûte 100\$ le baril à extraire. Il ne vaut rien.]

Le gouvernement américain a autorisé lundi le groupe pétrolier Shell à installer, sous conditions, des forages de pétrole ou de gaz dans l'océan arctique, au large de l'Alaska.

Le département de l'Intérieur, qui est également chargé de l'environnement, a autorisé le groupe pétrolier anglo-néerlandais à lancer des forages dans la mer de Chukchi, une décision qui a provoqué la colère des associations de défense de l'environnement.

Abigail Ross Hopper, directrice générale de l'agence fédérale chargée de la gestion des océans (Boem), a assuré qu'un «niveau élevé d'exigence» avait été retenu afin de protéger l'écosystème de la région ainsi que les besoins de subsistance et les traditions culturelles des habitants originaires d'Alaska.

L'approbation de ce projet «est une étape importante qui montre la confiance que les autorités de régulation accordent à notre projet», a estimé Curtis Smith, porte-parole du groupe pétrolier aux États-Unis, jugeant nécessaire que les permis soient accordés «dans les temps» afin que les opérations puissent commencer cet été.

«Dans l'intervalle, nous continuerons à mener des tests et à nous préparer (...) pour être à la hauteur des exigences que les différents acteurs et les autorités de régulation attendent de la part d'un groupe opérant dans l'Arctique», a-t-il ajouté.

Le programme d'exploration de Shell en Alaska a pris plusieurs années de retard.

Après avoir effectué de premiers forages en 2012, le groupe avait été

contraint en septembre de la même année de les repousser après un problème sur un navire. A la suite d'un revers en justice portant sur les conditions d'octroi de licences dans la région, il n'avait pas repris les forages en 2014, son patron invoquant alors «un manque de clarté».

L'autorisation accordée par le gouvernement américain a provoqué de vives réactions de la part des ONG environnementales.

«Une nouvelle fois, notre gouvernement s'est précipité pour approuver un projet d'exploration mal conçu dans l'un des endroits les plus reculés et les plus importants de la terre», a déploré Susan Murray, vice-présidente d'Oceana.

«Shell n'a pas démontré qu'il était disposé à opérer de manière responsable dans l'Arctique», a-t-elle ajouté, déplorant que le groupe pétrolier ait été autorisé à «mettre en danger nos ressources océaniques».

La sécheresse en Californie menace la sécurité alimentaire des Etats-Unis

12 mai 2015 / [Elisabeth Schneider \(Reporterre\)](#)

La Californie connaît la pire période de sécheresse enregistrée depuis 120 ans. La région étant une des terres les plus productives du pays, cette sécheresse pose un problème national de sécurité alimentaire. Et remet en cause le système industriel de production alimentaire, basé sur la monoculture et extrêmement avide en eau.

Douze millions d'arbres sont déjà morts en Californie où les couleurs d'automne, en ce printemps 2015, annoncent des catastrophes. C'est la quatrième année consécutive de sécheresse, la pire enregistrée depuis 120 ans.

Déjà, le 1er avril 2015, à 2 000 mètres d'altitude dans les montagnes de la Sierra Nevada, le gouverneur de Californie Jerry Brown, au lieu de neige, n'avait trouvé que de l'herbe beige et sèche. Et ce n'était pas un poisson d'avril !

Ce jour-là, Brown a pris une mesure sans précédent. Arrosage réduit des

pelouses, nouvelles normes des toilettes et des robinets, chasse au gaspillage, augmentation des tarifs... Même Beverly Hills, la ville des stars et l'une des plus avides d'eau, va réduire sa consommation de 36 % avec des amendes allant jusqu'à 10 000 dollars. Le gouverneur a signé un décret détaillant aux agences californiennes d'approvisionnement en eau comment en réduire l'utilisation de 25 % par rapport à 2013, une économie prévue d'environ 500 milliards de gallons d'eau d'ici à février 2016.

Une agriculture accro à l'irrigation

Cette quantité d'eau semble énorme, et pourtant à elle seule, l'agro-industrie des amandes, qui produit 80 % des amandes consommées dans le monde, en consomme plus du double, et l'[alfalfa](#) encore plus. L'agro-industrie californienne utilise 80 % de l'eau disponible, mais « *pas question de lui imposer des quotas* », a expliqué Brown à la chaîne ABC, car « *elle fournit la plupart des fruits et légumes de l'Amérique, et exporte partout dans le monde.* »

La vallée centrale californienne qui s'étend sur 725 km entre la Sierra Nevada et la chaîne côtière de Californie, est peut-être la terre la plus productive au monde. On y a acclimaté quelque 230 variétés venues du monde entier. La plupart des salades, carottes, céleris, artichauts, tomates, brocolis ou asperges consommés aux États-Unis viennent de Californie qui produit aussi 84 % des pêches fraîches du pays et 94 % des prunes. Cette sécheresse pose donc un problème national de sécurité alimentaire.



En 2014, il y avait déjà plus de 500 000 hectares de terres agricoles en friche en Californie, ce qui fait 1,5 milliard de dollars de pertes pour l'industrie

agricole et 17 000 emplois saisonniers en moins. Les experts estiment que la superficie totale des terres agricoles en jachère à cause de la sécheresse pourrait encore doubler en 2015.

C'est tout le modèle américain de la grande monoculture du Midwest qui est remis en question. En effet, si certaines cultures, particulièrement adaptées comme les amandes ou le vignoble, seront toujours cultivées en Californie, de nombreuses récoltes pourraient être produites ailleurs, comme elles l'étaient il y a encore quarante ans.

Diversifier les cultures

John Ikerd, qui a enseigné l'économie agricole avant de devenir un défenseur de l'agriculture durable, explique que, dans son Missouri natal, la majorité de la nourriture était produite dans un rayon de 80 km autour de chez lui. A cette époque, le Midwest était encore couvert de petites et moyennes exploitations cultivant des cultures variées. Mais les conserveries de tomates et les vergers dont il se souvient ont en grande partie disparu, remplacés par des champs de maïs et de soja subventionnés. Il était même interdit aux agriculteurs de cultiver, en plus de ces céréales, des fruits et des légumes sur leurs terres.

Entre 1995 et 2012, le gouvernement américain a dépensé près de 84,5 milliards de dollars pour subventionner le maïs industriel, dont une large part, au lieu de nourrir les habitants, est transformée en éthanol ou en aliments pour le bétail. Le reste, destiné à la consommation, finit majoritairement en sirop de maïs riche en fructose, devenu tellement omniprésent dans la nourriture industrielle, qu'il faut en maximiser les rendements au détriment de la diversité agricole.

De 2002 à 2012, les terres consacrées à la culture des 25 légumes de base sont passées de 800 000 hectares à 700 000, mais les terres consacrées au maïs sont passées de 195 millions d'hectares à 240 millions. « *Le problème n'est pas seulement celui de la sécheresse en Californie, c'est celui de notre système de production alimentaire dans son ensemble* », dit Ikerd.

En 2010, le Centre Leopold à l'Iowa State University a fait une projection pour voir ce qui se passerait si une toute petite partie des terres agricoles du Midwest – 110 000 ha - était utilisée pour cultiver des légumes au lieu de maïs ou de soja. Ils ont constaté que cette diversification, étalée sur plusieurs Etats, permettrait de produire suffisamment pour fournir en légumes, toute

l'année, tous les habitants de l'Indiana, de l'Illinois, de l'Iowa, du Wisconsin, du Michigan et du Minnesota. Mais les agriculteurs qui ont investi dans des machines de plus de 100.000 dollars pour cultiver intensivement des céréales, ne sont pas prêts à se mettre à cultiver des récoltes pour lesquelles ils ne peuvent pas les utiliser.

Les méga projets ne peuvent plus rien résoudre

« Pourquoi cultiver tellement de nos produits en un seul endroit ? Et pourquoi en Californie ? » Richard Walker, professeur de géographie à l'Université de Californie, Berkeley, répond : *« À cause de la possibilité d'irriguer, qui permet d'obtenir des résultats très rapides. Dans les années 1930, les terres les plus naturellement fertiles ont été développées, mais la demande de fruits et légumes toute l'année ne faisait qu'augmenter, avec la multiplication des supermarchés et la publicité astucieuse de l'agro-industrie californienne, de plus en plus puissante. Aujourd'hui, La Californie compte 3 650 000 ha de terres agricoles irriguées. »*

Des grands projets, parrainés par l'État californien et par le gouvernement fédéral pour répondre aux demandes de l'agro-industrie, ont apporté de l'eau à des endroits inattendus, comme les Westlands, une zone quasi désertique. *« L'eau descendait de la Sierra, il n'y avait qu'à la capter »*, dit l'historien Steven Stoll.

« Les projets d'ingénierie massive semblaient la solution à tous les problèmes. Tant que l'eau des rivières Sacramento et Colorado continuait de couler des Sierras, l'ingéniosité humaine était tout ce qui était nécessaire pour amener l'eau vers les champs. Mais maintenant, un siècle plus tard, on s'aperçoit que l'ingénierie ne suffit pas pour tout résoudre », explique Walker. *« Même sans changement climatique, ce système était un fantasme. »* Et pour Mike Hamm, directeur du Centre de la Michigan State University pour les systèmes alimentaires régionaux, *« il faudra rediversifier la production et aller vers un système plus régionalisé. »*



Containers d'eau en préparation pour une fracturation hydraulique

Des nappes phréatiques polluées par les eaux sales du pétrole de schiste

En plus de l'eau de surface, les agriculteurs peuvent pomper l'eau des nappes phréatiques, gratuite, et de plus en plus utilisée au fur et à mesure que la sécheresse augmente. Les agriculteurs sont donc obligés de forer de plus en plus profond.

Alors que la situation empire, on s'est récemment aperçu que depuis des années, l'État de Californie autorise les compagnies pétrolières à injecter leurs déchets dans des sources d'eau potable.

Earthjustice a déposé une plainte, jeudi 7 mai dernier, au nom du Sierra Club et du [Centre pour la diversité biologique](#), deux groupes environnementaux, demandant que l'État de Californie cesse de permettre à l'industrie pétrolière d'injecter ses eaux usées polluées par le gaz de schiste dans les aquifères propres. En réponse à la plainte, le département concerné s'est contenté de publier une « *réglementation d'urgence* » qui permet aux sociétés de continuer jusqu'en 2017. Earthjustice demande donc que cette action soit invalidée et que la Division du pétrole, du gaz et des ressources géothermiques soit contrainte de faire cesser immédiatement les injections d'eaux usées.

De plus, l'industrie pétrolière vend son eau usée aux agriculteurs, suivant un programme de l'État californien. C'est une bonne affaire pour les compagnies pétrolières, qui considèrent l'eau comme une nuisance coûteuse, et une aubaine pour les départements responsables de la gestion de l'eau qui paient Chevron environ la moitié du prix coûtant sur le marché.

Chevron, qui produit environ 70 000 barils de pétrole et 760 000 barils d'eau usée, recycle ainsi chaque jour environ 8.000.000 de litres de cette eau et la vend aux agriculteurs qui l'utilisent sur environ 20.000 hectares de cultures. Cette eau n'est pas testée et comme on ne connaît pas exactement la composition chimique utilisée pour l'extraction du gaz de schiste, on ne sait pas si elle est ou non toxique. Seul Scott Smith, expert du groupe [Water defense](#), a analysé cette eau. Il a trouvé de l'acétone et du chlorure de méthylène, puissants solvants industriels toxiques pour les humains... Reste à tester les récoltes.

Un autre nucléaire, sans Uranium, est en marche... !

13 mai, 2015

Posté par voltigeur , Les Moutons enragés

Et on reparle du Thorium. Merci à Merlin.

Hein quoi ! Comment ? c'est quoi cette histoire, on nous aurait menti ? Il semble bien en effet, mais est-ce réellement une surprise !

Depuis les débuts du nucléaire, aux USA, dans les années 40, les ingénieurs avaient imaginé des centaines de solutions pour produire de l'énergie à partir de la fission. Pour les profanes, on envoie des neutrons qui font « casser » des atomes, qui, à leur tour, produisent des neutrons qui vont en casser d'autres, d'où ce qu'on appelle les « réactions en chaîne ». Et pour ralentir le processus afin que ça n'explose pas, on insère des matériaux « modérateurs » censés empêcher tout accident.

Résultat, une centrale nucléaire d'aujourd'hui, c'est une centaine de tonnes de combustible hautement radioactif qu'on tente de « modérer » afin de créer de la chaleur et de faire tourner des turbines. Le tout refroidi par de la flotte qui produit de la vapeur. En gros, un réacteur nucléaire, c'est une grosse chaudière.

À l'époque, cette façon de faire n'était pas la meilleure : les ingénieurs avaient imaginé d'autres projets. Manque de bol pour eux, la guerre froide démarrait et, bien évidemment, de l'uranium qui va produire du plutonium avec lequel on va pouvoir faire des

bombes et foutre sur la gueule au reste du monde, c'est la solution idéale !

L'un des projets, qui est resté dans les cartons des ingénieurs, c'est la centrale au thorium. Aussi efficace, mais nettement moins dangereuse : pas de haute pression, un combustible liquide, noyé dans des sels fondus qui circule dans des tuyaux et que l'on peut réguler en fonction des besoins, qui va s'écouler naturellement en cas de problème, et qui produit 10 000 fois moins de déchets que la filière actuelle à eau pressurisée à 155 bars.

En plus, le thorium est quatre fois plus abondant que l'uranium. Mais, manque de bol, pour les raisons précitées plus haut, pour des intérêts purement militaires, et financiers, General Electric et Westinghouse ont décidé que c'était la voie de l'uranium qui serait exploitée !

On coupe tous les budgets sur d'autres recherches et on impose dans le monde entier la voie des REP (réacteurs à eau pressurisée). L'EDF en son temps (années 70) a poursuivi courageusement les recherches jusqu'à ce qu'on leur dise « STOP ! vos gueules ».

Résultat : des centrales dangereuses, incontrôlables en cas de problème, 77 milliards d'euros d'investissement rien qu'en France, et des constructions vieillissantes dont le coût du démantèlement est au bas mot décuplé par rapport à la construction, des déchets dont on ne sait que faire (sauf Areva qui stocke près de 60 tonnes de plutonium dans ses « piscines » à La Hague), et une pollution qui pourra la planète durant quelque 100 000 ans...

ITER qui ne produira jamais le moindre watt, puisqu'il s'agit d'une expérience pharaonique de laboratoire, mais qui, *si ça fonctionne*, vers 2020, permettra la construction d'un truc plus gros, et donc encore plus cher, qui s'appellera DEMO (tout un symbole) et qui aboutira – si nous sommes encore vivants d'ici là – à un projet industriel vers 2100, nommé PROTO, qui sera – peut-être – la première centrale à fusion.

SOURCE...

Voir:

[\(voir articles sur les centrales solaires à concentration\).](#)

[chroniqueiterJPP.pdf](#)

[Andasol](#) en Espagne

[Desertec](#) (une centrale solaire à concentration de 50 km² dans le Sahara destinée à alimenter toute l'Europe et le nord de l'Afrique)



TransAtomic : de l'énergie décarbonée à partir de déchets nucléaires...

Si l'énergie nucléaire est sans doute aujourd'hui l'énergie décarbonée la plus efficace dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, le stockage et la longévité des déchets radioactifs qui en résultent divisent encore populations et spécialistes sur la pertinence de cette énergie à long terme.

Une question qui pourrait devenir de l'histoire ancienne si le projet de la start-up TransAtomic venait à voir le jour. Créée par des chercheurs du MIT (Massachusetts Institute of Technology), cette société propose en effet de produire de l'électricité à partir de déchets nucléaires via un nouveau type de réacteur. Encore au stade expérimental, le projet TransAtomic a récolté récemment plus de 2,5 millions de dollars de fonds via des investisseurs privés pour poursuivre ses recherches et mettre en place un premier projet pilote.

Un procédé à base de déchets nucléaires plus propre et plus sûr...

Mark Massie et Leslie Dewan, tous deux chercheurs au MIT, ont fondé la société TransAtomic en 2010 dans le but de mettre sur pied un nouveau type de réacteur nucléaire révolutionnaire. Appelé WAMSR (Waste Annihilating Molten Salt Reactor), ce réacteur fonctionnerait non plus sur le base de crayons de combustible d'uranium solides utilisés dans les réacteurs traditionnels, mais via un noyau composé de carburant liquide, principalement constitué de barres de combustible « usées » dissoutes dans une solution de sel.

« Les déchets nucléaires ne sont pas vraiment des déchets. Ils contiennent encore une énorme quantité d'énergie », souligne Leslie Dewan.

Le réacteur permettrait ainsi d'exploiter la quasi-totalité de l'énergie potentielle contenue dans l'uranium, contrairement aux réacteurs traditionnels, qui eux, n'utilisent que 3 à 5% de cette énergie, tout en produisant une énergie totalement décarbonée. Un tel système ne générerait que 2,5% des déchets produits par les réacteurs existants.

Ajouté à cela, ce dispositif serait également plus sûr que les réacteurs existants actuellement. Le carburant liquide utilisé n'aurait pas les mêmes exigences en matière de refroidissement. En cas de problème et d'arrêt du réacteur, le liquide se solidifierait de lui-même et serait donc plus sûr que les cœurs de réacteurs actuels exposés à des risques de surchauffe en cas de panne d'électricité.

Des réacteurs moins chers et plus rapides à construire...

Autres avantages avancés par TansAtomic, ce nouveau dispositif permettrait de mettre sur pied des réacteurs plus petits et nécessitant des investissements moins lourds.

Les nouveaux financements seront utilisés dans le cadre d'un programme de recherche réalisé au sein même du MIT. Des essais en laboratoire sur les composants clés impliqués dans la conception du réacteur seront effectués dans le but de construire une première

installation de démonstration dans les cinq ans à venir.

« Nous voulons être en mesure de sortir de terre une installation prototype en 2020. C'est un calendrier assez rapide dans le domaine nucléaire, mais je pense que c'est faisable avec ce que nous avons jusqu'à présent », a déclaré Leslie Dewan.

Rappelons que selon les chiffres de l'Institut pour l'énergie nucléaire américain, une centrale nucléaire génère en moyenne vingt tonnes de combustibles usés chaque année, soit un total annuel au niveau international de 2.250 tonnes.

Au cours des 40 dernières années, les centrales en activité auraient ainsi produit plus de 71.780 tonnes de combustibles usés. Une quantité de déchets accumulés qui pourrait, d'après les estimations de Leslie Dewan, produire suffisamment d'électricité pour alimenter le monde entier pendant 72 ans.

SOURCE...

Le site de TransAtomic ici :



Cette vidéo explique la technologie de Transatomic. Elle est sous-titrée en français :



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4UXXwWOImm8

Concernant ITER, voir ici le sujet en ligne dans Nexus : [**ITER incontrôlable et dangereux...**](#)

Extrait :

Le réacteur thermonucléaire est un gouffre financier et une grave menace pour l'humanité, selon le physicien Jean-Pierre Petit. « Soleil en éprouvette », « énergie illimitée », la communication autour de l'ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) fait rêver... Pourtant, derrière les beaux discours, se cache un projet qui cumule les problèmes non résolus, et dont les risques pour l'humanité sont redoutables.....

Une vidéo avec Jean Pierre Petit et Michèle Rivasi sur ITER...

[....]

[Lire la suite et voir la vidéo](#)

Source [Homme-et-Espace](#)

[**Bombardier va licencier 1000 employés à Montréal**](#)

LesAffaires.com Publié le 14 mai 2015 à 06:37

Un dur coup pour l'emploi à Montréal. Bombardier Aéronautique va licencier 1000 employés dans la métropole québécoise.

Ces mises à pied font partie d'une décision de réduire les effectifs de 1800

emplois à travers toutes ses installations, rapporte La Presse.

Le nouveau pdg, Alain Bellemare, avait déjà évoqué des pertes d'emplois la semaine dernière lors de son assemblée annuelle. La société cherche des façons d'accroître sa marge de manœuvre financière. Outre la réduction de coûts, la vente d'une partie de Bombardier Transport est aussi dans les cartons.

En janvier 2014, Bombardier avait encore annoncé l'abolition de 1000 emplois à Montréal. Il y aurait 5000 employés de Bombardier Aéronautique à Montréal et Mirabel.

Le développement de la CSeries plus long et plus coûteux que prévu gruge les liquidités de l'entreprise. De plus, la demande des milliardaires des pays émergents pour les avions d'affaires Global 5000 et Global 6000 s'est également affaiblie.